

Au sujet de la crise . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 23 octobre 1934

Le président du Conseil s'accroche toujours au silence, s'y noyant entièrement, persistant obstinément dans le déni, croyant y voir une forme d'habileté politique — ou, à tout le moins, une politique que l'on pourrait décrire comme celle d'un homme habile, avisé et souple, attaché à la patience, et répugnant à se précipiter au-devant des événements, ou à devancer les crises et les catastrophes.

Nous aimerions beaucoup que le président du Conseil sache ce que chacun sait déjà, quelle que soit sa classe, son rang, ou sa part d'intelligence et de perspicacité : que le silence peut certes être d'or par moments, mais qu'à d'autres moments il peut sombrer si bas qu'il devient le plus vil des métaux, à peine digne d'attention ou de considération ; et que le silence peut certes convenir à un homme d'État en certaines occasions, mais qu'en d'autres il peut se dégrader si complètement, et si excessivement, qu'il devient un véritable péché, ou quelque chose qui s'en rapproche fort. Nous aimerions que le président du Conseil sache, et que ceux qui l'entourent et le conseillent le lui disent franchement, que son silence aurait pu être tolérable il y a quelques semaines, et aurait alors pu passer pour de l'habileté politique, de la perspicacité et de l'intelligence — mais qu'il ne peut plus désormais être toléré, ni accepté, ni expliqué autrement que de l'une de ces deux façons : soit il représente une incapacité au-delà de laquelle nulle incapacité plus grande ne saurait exister, et le premier devoir de tout homme incapable est de démissionner ; soit il représente un despotisme au-delà duquel nul despotisme plus grand ne saurait exister, et le premier devoir de tout peuple est de ne jamais accepter le despotisme, et moins encore de se ranger aux côtés des despotes, ou de les distinguer par sa sympathie et son soutien.

Il n'y a là rien d'intelligent, rien de fort, rien d'habile ni de compétent, dans le fait qu'un président du Conseil garde le silence tandis que les événements eux-mêmes parlent, ou dans le fait qu'il nie tandis que les crises se déclarent ouvertement au public avec la candeur la plus laide qui soit. Le véritable art politique consiste, au contraire, à ce que le président du Conseil s'exprime, afin que le public ne soit pas réduit à se forger ses propres soupçons à son égard ; le véritable courage consiste à ce que le président du Conseil déclare ouvertement au public que ses

affaires se trouvent dans une réelle difficulté, et qu'il est soit capable de résoudre cette difficulté — auquel cas il demeure au pouvoir précisément pour cette raison — soit incapable de la résoudre, et se retire alors du pouvoir précisément pour cette même raison. Nous continuons de vouloir croire que le président du Conseil se tient en trop haute estime lui-même, et que les droits de la nation sont tenus en trop haute estime par le président du Conseil lui-même, pour qu'il choisisse le silence par simple souci de préserver son propre confort, et de s'accrocher à son poste, ainsi qu'au traitement et au prestige qui l'accompagnent. Nous continuons de vouloir croire que le président du Conseil possède un esprit trop vif, ou une perspicacité trop pénétrante, pour croire que les affaires de l'Égypte ne concerneraient pas l'Égypte elle-même, mais ne concerneraient que lui-même et ceux qui lui soufflent conseil à l'oreille — comme si lui et ses associés n'étaient rien de plus que de simples particuliers, ayant droit exactement aux mêmes droits que tout un chacun, mais tenus, en vertu même de leurs fonctions, à des devoirs considérablement plus lourds que tout un chacun. Il ne leur sied point, et il ne sied à personne d'accepter d'eux, qu'ils jouissent pleinement de leurs droits tout en manquant à l'accomplissement de leurs devoirs. Et quel profit possible le président du Conseil et ses associés pourraient-ils bien tirer à nier que le soleil s'est levé, quand sa lumière éblouit tous les regards et sa chaleur brûle tous les corps ? Et quel profit possible le président du Conseil et ses associés pourraient-ils bien tirer à nier la crise elle-même, quand chacune de ses manifestations se révèle au public sous la forme la plus laide et la plus répugnante qui soit, annonçant le pire des maux et le plus horrible des dangers ? On parle, en Égypte, en Angleterre, et dans toute l'Europe, d'une crise aiguë en Égypte, et d'exigences précises que les Anglais formulent envers le gouvernement égyptien — des exigences que l'on nomme ouvertement, et que l'on débat librement — tandis que le président du Conseil demeure soit silencieux, soit dans le déni, ne sortant jamais du silence que pour s'enfoncer plus avant dans le déni, et ne sortant jamais du déni que pour retourner au silence, au point que toute l'affaire en est devenue véritablement risible, ou qu'il est grand temps que le public en rie, en des jours tels que ceux-ci.

Tout le monde parle d'exigences anglaises touchant la tutelle même du trône, exactement comme elles touchent les tuteurs eux-mêmes ; d'exigences anglaises touchant l'implication même d'al-Ibrachi Pacha dans les affaires du gouvernement ; d'exigences anglaises touchant la nomination d'un nouveau chef pour le Cabinet royal ; d'exigences anglaises touchant le renvoi de deux ministres, ou de plus de deux, de

leurs postes gouvernementaux.

Le public dit tout cela à haute voix, l'écrit de sa propre plume, le diffuse dans ses propres journaux, et le débat aussi pleinement que le débat le permet — et nous aimerions donc beaucoup savoir quel sens, proche ou lointain, pourrait bien revêtir ce silence dans lequel le président du Conseil ne cesse de se noyer, et ce que le président du Conseil s'imagine bien pouvoir dissimuler par ce silence, alors que tout est déjà parfaitement exposé au grand jour ? Et que le président du Conseil s'imagine-t-il donc gagner de ce silence, quand toute résolution possible de la crise demeure parfaitement désespérée tant que le président du Conseil et ses associés demeurent à leurs postes, persistant dans leur politique actuelle, s'enfonçant toujours plus profondément dans ce silence si profond ?

Plus étrange encore est que les journaux mêmes du président du Conseil ne cessent de presser le public de le soutenir, de le défendre, de se rallier autour de lui — mais en défense de quoi, au juste, quand le président du Conseil lui-même n'admet strictement rien ? Et contre qui, au juste, quand le président du Conseil lui-même ne parle jamais d'avoir le moindre adversaire ou le moindre assaillant ?

Ces mêmes journaux anglais s'aventurent librement dans le système de gouvernement actuel, parlant d'al-Ibrachi Pacha en des termes que l'on ne saurait décrire, au minimum, que comme l'enveloppant d'un soupçon et d'un doute considérables, et parlant de certains ministres en des termes que l'on ne saurait décrire, au minimum, que comme déversant sur eux l'accusation la plus directe — rendant leur maintien au gouvernement une atteinte à la dignité anglaise elle-même, parfaitement incompatible avec les responsabilités que l'Angleterre devra finalement assumer. Le président du Conseil a-t-il seulement lu ces propos ? Oui, il les a lus, et on l'a interrogé à leur sujet, et il n'a strictement rien répondu, ou n'a répondu que ceci : qu'il laisserait ces journaux libres de dire ce qu'ils veulent. Le président du Conseil se rend-il compte qu'il n'a pas assumé sa charge simplement pour laisser les journaux libres de dire ce qu'ils veulent — même lorsque leurs propos touchent à l'intégrité même du gouvernement, au caractère des ministres, aux rouages délicats du système actuel, à la relation entre les ministres et le trône, et à la relation entre le trône et le peuple lui-même ? Et qu'un président du Conseil qui assiste à tout cela, le lit, et garde le silence à ce sujet, n'a strictement aucun droit de conserver sa propre présidence, ni d'attendre la confiance du public, encore moins d'en attendre la sympathie ou le soutien ?

Est-il vrai que les Anglais insistent pour le renvoi de certains ministres du gouvernement ? Oui, cela est vrai, sans le moindre doute — tous les journaux d'Égypte l'ont publié, et les grands journaux d'Angleterre l'ont proclamé ouvertement. Mais ce que les Égyptiens souhaitent véritablement savoir, c'est la position même du président du Conseil sur cette exigence : l'accepte-t-il ? Si tel est le cas, où donc se trouve sa propre dignité, et où donc sa solidarité envers des collègues avec qui il a travaillé une année entière ? Et lequel, au juste, lui est le plus cher, lequel préfère-t-il davantage — le poste lui-même, ou sa propre dignité ? La rejette-t-il ? Si tel est le cas, pourquoi n'a-t-il pas déclaré ce refus ouvertement au public, et pourquoi n'a-t-il pas montré son gouvernement adoptant cette position, si pleine de fierté et de dignité ? Ou bien hésite-t-il simplement entre l'acceptation et le refus, avançant puis reculant, allant de l'avant puis rebroussant chemin ? Depuis quand, alors, les crises politiques se résolvent-elles par l'hésitation et le désordre ? Le président du Conseil ne conviendra-t-il pas avec nous que la gestion de cette crise violente et aiguë par son gouvernement a sombré si profondément dans l'absurde qu'elle en est devenue véritablement intolérable ? Que le président du Conseil reconnaisse donc que certains de ses collègues sont accusés, comme l'ont dit certains journaux anglais, d'intégrité douteuse et de caractère suspect — et si tel est le cas, comment a-t-il pu accepter de travailler à leurs côtés une année entière ? Et pourquoi a-t-il chargé le parquet de poursuivre en justice les journaux égyptiens pour avoir abordé exactement ce que les journaux anglais abordent aujourd'hui eux-mêmes ? Ou bien le président du Conseil dément-il tout cela ? Si tel est le cas, qu'est-ce qui explique son silence à ce sujet, et son refus de poursuivre également en justice ces mêmes correspondants anglais ? Ou bien le président du Conseil admet-il finalement que la rigueur, la poursuite judiciaire et la sévérité sont simplement des choses créées pour les seuls Égyptiens, et pour nul autre ?

Que le président du Conseil nous croie lorsque nous disons que sa propre conduite en ces jours mêmes est ce qui pourrait le plus s'éloigner de laisser au public quelque véritable respect pour l'autorité du gouvernement, ou quelque reconnaissance sincère du rang que cette autorité devrait légitimement occuper dans l'esprit du public. Et tout ce qui a été dit au sujet de cette seule exigence anglaise s'applique également à toute autre exigence — il existe d'ailleurs une exigence anglaise en particulier que nous ne parvenons tout simplement pas à comprendre, et que personne d'autre ne peut comprendre non plus :

comment le président du Conseil et ceux qui le conseillent en sont-ils venus à s'en accaparer entièrement le traitement ? Il s'agit de l'exigence touchant la tutelle même du trône — car le trône appartient à tous les Égyptiens indistinctement, et tout ce qui le touche touche chaque Égyptien indistinctement. Comment donc le président du Conseil pourrait-il s'accaparer une affaire qui ne le touche pas plus que tout autre Égyptien ? Le président du Conseil s'imagine-t-il vraiment ses propres épaules trop faibles pour porter les charges qu'il souhaite y déposer ? Ou bien le président du Conseil s'imagine-t-il le public tenu de le suivre aveuglément pour la seule raison que c'est simplement ce qu'il attend de lui, et tenu de le soutenir pour la seule raison que c'est simplement le soutien qu'il en attend ? Non. Le peuple égyptien n'a pas encore perdu son propre sens de l'honneur, et nous ne croyons pas qu'il le perdra de sitôt — et l'honneur du peuple égyptien lui interdit absolument de devenir un simple troupeau, mené par Zaki al-Ibrachi Pacha et Abdel Fattah Yehia Pacha exactement comme il plaît à ces deux hommes. C'est, au contraire, un peuple sensé et mûr, qui n'agit que sur une compréhension claire, et ne se met en mouvement que sur une connaissance véritable — de sorte que quiconque souhaite sa victoire et son soutien doit lui faire savoir, ouvertement, honnêtement et sincèrement, contre qui, au juste, cette victoire est recherchée, et dans quel but, au juste, ce soutien est recherché. Non — le peuple égyptien n'a pas encore perdu son sens de l'honneur, et ne le perdra jamais, et ce sens même de l'honneur lui interdit, et lui interdit absolument, d'honorer des hommes qui l'ont avili, de soutenir des hommes qui l'ont trahi, d'aimer des hommes qui ne lui ont fait goûter que le tourment. Le sang des martyrs tombés pour la cause de cette ère présente a depuis longtemps séché sur le sol, mais sa rougeur demeure vivement présente devant tous les yeux, peinte indélébilement dans tous les cœurs ; et les âmes mêmes de ces martyrs tombés pour la cause de cette ère présente demeurent radieuses, entendant et voyant tout ; et les tombes mêmes de ces martyrs tombés pour la cause de cette ère présente demeurent toujours debout. Aussi l'honneur du peuple égyptien ne saurait-il jamais lui permettre d'oublier tout cela, ni de soutenir cette ère même — une ère qu'il n'a jamais instaurée, sur l'instauration de laquelle il n'a jamais été consulté, et dans laquelle il n'a trouvé que dégradation et déshonneur, n'a goûté que tourment et humiliation. Si cette ère recherche véritablement un soutien, qu'elle le recherche donc auprès de Sidqi Pacha, auprès d'al-Ibrachi Pacha, et auprès de ceux qui ont toujours soutenu ces deux hommes. Quant au peuple lui-même, il se tient pleinement prêt à s'acquitter de son propre devoir le jour où ses propres affaires lui seront enfin rendues — mais pas

un instant avant.